



Paris, le 25 mars 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rapport de Serge Papin sur la loi EGAlim : il y a urgence à renforcer la loi !

Le rapport de Serge Papin a été remis aux ministres Julien Denormandie et Agnès Pannier-Runacher et vient conclure plusieurs mois de travail menés par l'ancien PDG de Système U. Il a, à cette occasion, rencontré l'ensemble des acteurs des filières agro-alimentaires. JA et FNSEA saluent ce rapport, qui a su mettre en lumière les limites que nous pointons depuis toujours dans le dispositif initial et qui propose des solutions pour assurer une rémunération plus juste de la profession. Il y a maintenant urgence à concrétiser ce renforcement de la loi EGAlim tant attendu par les producteurs !

Nous voulons rappeler l'importance de la réussite finale de ces propositions. Il n'y aura pas de souveraineté alimentaire en France sans une juste rémunération des agriculteurs, qui doivent vivre décemment de leur métier. Cette rémunération plus juste doit permettre d'encourager les jeunes à faire le choix de l'agriculture.

Pour y parvenir, les leviers devant être renforcés ont été clairement identifiés par Serge Papin. Des leviers que nous ne cessons de rappeler à l'ensemble des acteurs : la pluri-annualité, la transparence, l'encadrement des promotions, l'identification de l'Origine France ou encore les pouvoirs du médiateur... Nous accueillons également avec intérêt la mesure relative au renforcement de la contractualisation.

Attention cependant : pour réellement avoir un impact sur le revenu des agriculteurs, il est indispensable de rendre plus contraignantes l'élaboration et la prise en compte des indicateurs de coût de production dans les contrats.

JA et FNSEA veulent enfin rappeler la nécessité d'aller vite ! La profession a trop longtemps attendu que la valeur revienne dans les cours de ferme et cela met en péril un trop grand nombre d'exploitations. La loi EGAlim doit être renforcée au niveau législatif, et les mesures proposées par le rapport de Serge Papin vont dans le bon sens.

Les dernières négociations commerciales ont clairement montré le mécontentement de la profession de nos deux réseaux qui n'ont eu de cesse de le répéter dans les mobilisations sur le terrain, encore aujourd'hui et dans les jours qui viennent. Et ce ne sont pas les faibles hausses de prix accordées par la grande distribution qui sont de nature à nous rassurer.

JA et FNSEA seront très attentifs aux propositions du Parlement, où le débat doit dès maintenant s'engager !

Contacts presse :

FNSEA - Christine Claudon – 07 60 47 44 52 – christine.claudon@reseaufnsea.fr

JA - Gaëtan Labardin – 07 86 22 90 67 – glabardin@jeunes-agriculteurs.fr